



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 13.11.2018
C(2018) 7435 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13.11.2018

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi)

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13.11.2018

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

(Le texte en langue anglaise est le seul faisant foi)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 58/2003 du Conseil du 19 décembre 2002 portant statut des agences exécutives chargées de certaines tâches relatives à la gestion de programmes communautaires¹, et notamment son article 6,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union², et notamment son article 56, paragraphe 1, et son article 62,

vu le règlement (UE) 2018/1475 du Parlement européen et du Conseil définissant le cadre juridique applicable au corps européen de solidarité³,

considérant ce qui suit:

(1) La décision C(2013) 9189 du 18 décembre 2013⁴ énumère en détail:

- (1) les parties des programmes de l'Union dont la gestion a été déléguée à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» (ci-après l'«Agence»);
- (2) les lignes budgétaires dont les crédits correspondent à ces parties de programmes et que l'Agence est chargée d'exécuter en qualité d'ordonnateur délégué;
- (3) les tâches déléguées à l'Agence.

(2) La décision d'exécution C(2018) 6840 de la Commission⁵ charge l'Agence de gérer certaines actions du corps européen de solidarité. En conséquence, la présente décision

¹ JO L 11 du 16.1.2003, p. 1.

² JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

³ JO L 250 du 4.10.2018, p. 1.

⁴ Décision de la Commission portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du FED.

modifie la décision C(2013) 9189 de telle sorte qu'elle présente en détail les nouvelles tâches confiées à l'Agence.

- (3) Il convient dès lors d'ajouter une nouvelle annexe à la décision C(2013) 9189 afin d'y inclure les tâches déléguées à l'Agence au titre du programme relatif au corps européen de solidarité.
- (4) Il y a lieu, de surcroît, de modifier l'annexe VII de la décision C(2013) 9189 afin d'y inclure les lignes budgétaires correspondant au corps européen de solidarité, dont une partie des crédits seront mis en œuvre par l'Agence.
- (5) Il y a donc lieu de modifier la décision C(2013) 9189 en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La décision C(2013) 9189 de la Commission est modifiée comme suit:

- 1) L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

Article 4

Tâches déléguées à l'Agence

«1. L'Agence est chargée de réaliser les parties des programmes et les tâches correspondantes indiquées aux annexes I à VII pour les nouveaux programmes et à l'annexe IX pour le reliquat. Le présent paragraphe est applicable à compter de la date d'entrée en vigueur de chacun de ces programmes.

2. L'Agence agit en son nom propre aux fins des tâches qui lui sont confiées.

3. Aux fins du paragraphe 1, l'Agence est responsable de l'exécution des crédits opérationnels correspondants inscrits au budget général de l'Union et des crédits du Fonds européen de développement pour les éléments des instruments de coopération extérieure délégués à l'Agence.

4. Pour les crédits opérationnels inscrits au budget général de l'Union, les lignes budgétaires concernées pour les années 2014 à 2020 sont spécifiées à l'annexe VII. Pour les années suivantes, elles seront recensées chaque année dans les règles internes sur l'exécution du budget général de l'Union.

Les crédits du Fonds européen de développement (FED) correspondant aux parties de programmes déléguées à l'Agence sont établis dans les décisions visées à l'annexe VI *bis*. Les éventuels crédits supplémentaires alloués par le FED à ces parties de programmes seront établis dans des décisions de financement spécifiques.

5. Le directeur de l'Agence s'acquitte des tâches déléguées à l'Agence en exécutant les crédits opérationnels correspondants, par gestion directe, en sa qualité d'ordonnateur délégué.»

⁵

Décision d'exécution C(2018) 6840 de la Commission modifiant la décision d'exécution 2013/776/UE de la Commission instituant l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture».

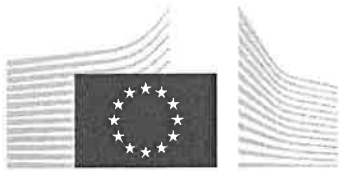
- 2) Une annexe VI *bis* est insérée conformément à l'annexe I de la présente décision.
- 3) L'annexe VII est remplacée par l'annexe II de la présente décision.

Article 2

L'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 13.11.2018

Par la Commission
Tibor NAVRACSICS
Membre de la Commission



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 13.11.2018
C(2018) 7435 final

ANNEX 1

ANNEXE

de la

DÉCISION DE LA COMMISSION

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

ANNEXE I
«ANNEXE VI bis

Description des parties du programme déléguées à l'agence dans le cadre du programme relatif au corps européen de solidarité

En ce qui concerne les activités du programme relatif au corps européen de solidarité et des autres programmes de l'Union contribuant aux objectifs dudit programme visés à l'article 5, paragraphe 3, du règlement définissant le cadre juridique applicable au corps européen de solidarité, l'agence participe à la mise en œuvre et à la gestion des actions et mesures suivantes:

1. contrat d'assurance;
2. soutien linguistique en ligne;
3. formation générale en ligne;
4. équipes de volontaires dans des domaines hautement prioritaires;
5. label de qualité pour les organisations participantes.

Bruxelles, le 13.11.2018
C(2018) 7435 final

ANNEX 2

ANNEXE

de la

Décision de la Commission

modifiant la décision C(2013) 9189 de la Commission du 18 décembre 2013 portant délégation à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» en vue de l'exécution de tâches liées à la mise en œuvre de programmes de l'Union dans les domaines de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture et comprenant notamment l'exécution de crédits inscrits au budget général de l'Union et des dotations du Fonds européen de développement

ANNEXE II

«ANNEXE VII»

Lignes budgétaires et dotations du FED pour 2014-2020 dont une partie des crédits correspondant aux tâches confiées à l'agence sera exécutée par celle-ci	
Corps européen de solidarité	
15 05 01	
Erasmus+	
15 02 01 01	
Promouvoir l'excellence et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation en Europe ainsi que son adéquation par rapport au marché du travail	
15 02 01 02	
Promouvoir l'excellence et la coopération auprès de la jeunesse européenne ainsi que la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe	
15 02 02	
Développer dans le monde entier l'excellence des activités d'enseignement et de recherche en matière d'intégration européenne (programme Jean Monnet)	
15 02 03	
Développer la dimension européenne du sport	
19 05 20	
Erasmus + — Contribution de l'instrument de partenariat (IP)	
21 02 20	
Erasmus + — Contribution des instruments de financement de la coopération au développement (ICD)	
21 03 20 ¹	
Erasmus + — Contribution de l'instrument européen de voisinage (IEV)	
22 02 04 02	
Contribution à Erasmus + (IAP II)	
Europe créative	
15 04 01	
Renforcer la capacité financière des secteurs de la culture et de la création, en particulier des PME et organisations	
15 04 02	
Sous-programme Culture — Soutenir les actions en faveur des secteurs de la culture et de la création pour opérer dans l'Union et au-delà et pour encourager la circulation et la mobilité transnationales	
09 05 01 ²	
Sous-programme MEDIA — Soutenir les actions en faveur des secteurs de la culture et de la création pour opérer dans l'Union et au-delà et pour encourager la circulation et la mobilité transnationales	
L'Europe pour les citoyens	
16 02 01	
L'Europe pour les citoyens — Conforter la mémoire et renforcer la capacité de participation civique au niveau de l'Union	
Volontaires de l'aide de l'UE	

¹ Rebaptisé 22 04 20 en 2016

² Auparavant 15 04 03

23 04 01
Volontaires de l'aide de l'UE — Renforcer la capacité de l'Union à répondre aux crises humanitaires
Activités Jean Monnet chez les partenaires stratégiques de l'UE
19 05 01
Coopération avec les pays tiers afin de promouvoir et défendre les intérêts de l'Union européenne ainsi que ceux qu'elle partage avec d'autres pays
Guichet spécial pour la Jordanie dans le volet «Renforcement des capacités de l'enseignement supérieur» du programme Erasmus+
21 03 01 01
Instrument européen de voisinage (IEV) — Pays méditerranéens — Droits de l'homme et mobilité
Volet «Jeunesse des Balkans occidentaux» dans le cadre d'Erasmus+
22 02 04 01
Programmes plurinationaux, intégration régionale et coopération territoriale
Programme panafricain
21 02 09
Programme panafricain visant à soutenir la stratégie commune Afrique-Union européenne

DOTATIONS DU FED

- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 9^e FED prévue par la décision C(2006) 7117 de la Commission, du 9 janvier 2007, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à financer sur les ressources du 9^e Fonds européen de développement.
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 9^e FED prévue par la décision C(2007) 6617 de la Commission, du 21 décembre 2007, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à financer sur les ressources du 9^e Fonds européen de développement.
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10^e FED prévue par la décision C(2009) 9268 de la Commission, du 30 novembre 2009, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à financer sur les ressources du 10^e Fonds européen de développement.
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10^e FED prévue par la décision C(2010) 7243 de la Commission, du 22 décembre 2010, approuvant le «programme de mobilité intra-ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à financer sur les ressources du 10^e Fonds européen de développement.
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 10^e FED prévue par la décision C(2012) 8392 de la Commission du 16 novembre 2012 relative au programme d'action annuel 2012 en faveur de la coopération intra-ACP, à financer sur les ressources du 10^e Fonds européen de développement, approuvant le programme «Erasmus Mundus – fenêtre ACP» en faveur du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), à financer sur les ressources du 10^e Fonds européen de développement.
- La dotation relevant de l'enveloppe financière intra-ACP du 11^e FED prévue par les modalités d'exécution convenues entre la Commission et le groupe ACP dans un

échange officiel de lettres³ qui s'est conclu le 12 octobre 2015 et par la décision C(2015) 6151 de la Commission du 14 septembre 2015 portant adoption du programme de travail annuel 2016 pour la mise en œuvre d'«Erasmus+»: le programme de l'Union pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport, ses éventuelles modifications ultérieures et les programmes de travail annuels Erasmus+ adoptés les années suivantes.

³ Réf. Ares (2015)3991916 - 28/9/2015 et réf. Ares (2015)4432484 - 20/10/2015.